

Propositions des enseignants portées par le SE-Unsa du Gard pour améliorer l'organisation des services en cas d'intempéries :

1. Une Communication aux écoles qui va plus loin que le seul recours à BLEU GARD LOZERE :
 - un mail unique officiel aux écoles (adresse académique) relayé par les circonscriptions
 - un message de vigilance sur le site internet de la DSDEN renvoyant a minima vers le message d'ALERTE VIGILANCE régulièrement actualisé sur le site de la préfecture du Gard.
 - La radio peut rester un mode d'information par défaut en cas de coupure de tous réseaux mais ne saurait être le seul créneau.

Vu le nombre d'acteurs présents sur la cellule de crise en préfecture, on privilégiera un message unique pour tous, un message concis, la simultanéité et la rapidité de sa diffusion. Ce mode de transmission vertical limitera les rumeurs et la transmission horizontale qui déforme l'information.

2. Anticiper la décision préfectorale plutôt que d'attendre le dernier moment et notamment l'ouverture des établissements, quitte à ce que l'alerte soit « surestimée »* et même s'il y a un risque de perdre une journée de classe, cela vaut mieux qu'une gestion chaotique une fois que les élèves sont à l'école. Nécessité de coordonner les discours et les mesures émanant des différents IEN / mairies / intercommunalités. Nécessité de raisonner au niveau des fratries et des familles écoles/collèges/lycées et pourquoi pas administrations etc. afin d'éviter les ordres et contre-ordres.
3. Demander aux IEN via les ATICE de mener une opération d'apurement des messageries. Trop d'écoles n'utilisent pas l'adresse académique au profit d'adresses Wanadoo, Orange, Sfr, etc. selon l'historique de leur école.
4. Le « risque crue et inondation » doit impérativement être pris en compte dans le DUER. On a du mal à croire que ce ne soit pas déjà le cas.
5. Réactiver et réactualiser un plan POTES simplifié présentant des schémas, des scénarios. Il faut saisir l'occasion de repréciser certaines dispositions par exemple :
 - Rouge ne veut pas forcément dire fermeture d'établissement,
 - c'est le directeur de l'école qui active le PPMS,
 - La fermeture des établissements implique que les personnels ne se rendent pas sur leur lieu de travail. C'est la responsabilité du maire que de prévoir l'accueil des élèves qui se présenteraient quand-même dans les écoles.
 - En cas d'alerte rouge on peut laisser partir des élèves avec des parents mais aussi d'autres responsables sous certaines conditions. Ce n'est pas au directeur d'endosser la responsabilité d'une mesure qui relève du bon sens en espérant qu'il n'y ait pas de problème (ex. : grand parent ou un proche, figurant sur la fiche de l'élève, habitant en face de l'école).
 - etc.
6. Réactualiser le contenu du PPMS type et notamment la fiche n°4 « d'information aux familles ».